

<http://www.ujfp.org/spip.php?article4526>



Étiqueter les produits des colonies ne fait que renforcer l'occupation

- BDS - Analyses -



Date de mise en ligne : vendredi 20 novembre 2015

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

11 septembre 2015

Quand le gouvernement israélien fait tout ce qu'il peut pour effacer la Ligne verte et soumettre l'économie palestinienne, le boycott des produits des colonies ne contribue guère à remettre en cause le régime.

Pour comprendre la décision de jeudi du Parlement européen de soutenir, à une majorité écrasante, une motion défendant l'étiquetage des produits fabriqués dans les colonies de Cisjordanie, il nous faut revenir à un autre évènement qui s'est produit en Europe, quelques semaines en arrière.

Il y a deux semaines, une chaîne de supermarchés du Luxembourg, « Cactus », a décidé de boycotter les fruits et légumes cultivés en Israël. La raison : les producteurs de légumes israéliens n'indiquent pas que leurs produits viennent des colonies. Résultat : après une pression des consommateurs contre la vente des produits des colonies, Cactus a décidé de ne plus vendre de produits israéliens du tout.

Retour au Parlement : le sens de la décision d'étiqueter les produits, qui est appelée à devenir la politique effective de la Commission européenne, est double. D'un côté, nous voyons une nouvelle manoeuvre diplomatique de la part de l'UE comme le résultat de son mécontentement devant une occupation qui dure, et d'un autre, un gouvernement israélien (et une direction de l'opposition) qui semble ne jamais se soucier d'y mettre fin.

Vous croiriez entendre une personne semi-critique, au Luxembourg ou à Berlin, disant : « *Je n'achète pas de produits des colonies* ». Lui ou elle pourrait même ajouter : « *Mais je ne suis pas anti-Israël. Au contraire. J'achète les produits israéliens qui ne sont pas entachés par le régime militaire* ».

Ceci en dépit du fait que la séparation entre les deux est totalement artificielle. Après tout, comment considérer un produit fabriqué à l'intérieur d'Israël, mais qui utilise des matières premières venant de Cisjordanie et envoie ses déchets dans une zone industrielle qui exploite les Palestiniens ? Comment est-on supposé considérer une banque dont le siège se trouve boulevard Rothschild à Tel Aviv mais qui accorde des prêts-logement pour des maisons dans des colonies en Cisjordanie ? Ou qu'en est-il d'un produit fabriqué entièrement en Israël, mais pour lequel la société paie des impôts qui finissent par se retrouver dans le budget de la Défense, dans la prochaine guerre contre Gaza, ou les démolitions de maisons dans la vallée du Jourdain ?

Un optimisme à long terme ?

L'Union européenne s'emploie à mettre en évidence la Ligne verte dans une réalité où Israël continue de l'effacer à chaque fois que ça l'arrange. L'UE veut faire comme s'il y avait deux régimes différents séparés - un, démocratique, légitime, en Israël, et un régime militaire sur une terre lointaine -, dans une réalité où il n'existe aucune distinction entre les deux régimes dirigés par le même gouvernement à Jérusalem.

Comme Noam Sheizaf l'a écrit récemment, l'UE continue d'aider Israël à maintenir l'occupation tout en s'abstenant de mesures réelles pour en limiter les activités. Dans le même temps, elle dépense de l'argent pour des infrastructures destinées aux Palestiniens - ce qui devrait être une obligation d'Israël étant le seul dirigeant souverain des territoires occupés.

Étiqueter les produits des colonies ne fait que renforcer l'occupation

Cependant, on peut se faire plus optimiste, et dire qu'il y a quelque chose d'encourageant avec ces tentatives de l'UE d'appuyer ses déclarations et d'essayer activement de nuire à l'économie des colonies. Il y a quelque chose de positif s'agissant de l'opinion israélienne contrainte de prendre en compte le fait que, même selon la loi israélienne, les colonies sont situées de l'autre côté des frontières du pays, et qu'elles sont une partie inséparable d'un régime unique qui maintient deux systèmes juridiques différents.

On peut également dire que la mesure actuelle est seulement la première de beaucoup d'autres, et qu'alors que monte la pression par l'UE pour séparer les colonies du reste du pays, le maintien de l'occupation va devenir beaucoup plus difficile.

Tout cela semble très loin de là où nous nous en sommes aujourd'hui, et ne fait certainement pas rapprocher les Palestiniens de la liberté, de l'indépendance et de l'égalité. La solution dont ils ont besoin se trouve quelque part entre deux États souverains, démocratiques, interconnectés, et un État pour les deux nations. Mais pour en arriver là, nous devons d'abord reconnaître le fait qu'il n'existe aujourd'hui qu'un seul État, qui comprend des îlots de prisons pseudo-autonomes pour les Palestiniens. C'est le même État des deux côtés de la Ligne verte.

Jusqu'à ce que nous ayons intériorisé cette réalité, les Cactus du Luxembourg pourraient bien recommencer à vendre des produits israéliens.

Haggai Matar est un journaliste israélien et militant politique. Après avoir écrit pour Ha'aretz et Ma'ariv (où il est devenu président de la section syndicale des journalistes), il est maintenant le coéditeur de Local Call, le site + 972 en hébreu. Il a reçu le *Prix Anna Lindh du Journalisme Méditerranéen 2012* pour ses articles sur +972 sur le mur de séparation.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

[Lire l'article original en anglais ici](#)